



L'OTAN discute d'une intervention militaire en Syrie

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 23 avril 2012

[wsws.org](#) 21 avril 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

La Turquie est à la tête d'une campagne pour une attaque militaire contre la Syrie au nom des États-Unis. Le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a assisté à la réunion de l'OTAN hier à Bruxelles et assistera à la réunion des Amis de la Syrie aujourd'hui à Paris, le front dirigé par Washington qui est formé des puissances européennes et de la Ligue des États arabes comme l'Arabie saoudite et le Qatar, qui mène la campagne guerrière contre la Syrie. Le ministre de la Défense turc, Ismet Yilmaz, participera à la réunion au côté de Davutoglu.

Derrière l'écran de fumée du cessez-le-feu de l'Organisation des Nations unies et de Kofi Annan, les plans se finalisent pour l'intervention, y compris la participation des États-Unis sous les auspices de l'OTAN. La Turquie a déclaré qu'elle soulèverait la question d'une prétendue violation de sa frontière syrienne lors de la réunion ministérielle de l'OTAN et appellerait l'OTAN à venir à sa « défense ».

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton participera à la réunion des Amis de la Syrie aujourd'hui et discutera, selon des sources diplomatiques françaises, de l'éviction du président syrien Bachar al-Assad.

Les deux réunions sont en préparation pour le sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN à Chicago les 20 et 21 mai.

La Turquie agit comme base d'opérations pour les attaques militaires de l'Armée syrienne libre. L'ASL est une force sectaire sunnite armée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Elle est constituée de forces spéciales fournies par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Libye.

La Turquie abrite aussi le siège du Conseil national de l'opposition syrienne, une façade constituée d'islamistes, d'éléments de la CIA et d'éléments de l'ancien régime. Il sert de mandataire politique pour Washington.

Ankara se sert d'un incident survenu à la frontière le 9 avril, dans lequel les forces syriennes sont accusées d'avoir blessé quatre Syriens et deux membres du personnel turc travaillant dans un camp de réfugiés, afin de provoquer une réplique militaire de l'OTAN. Le régime syrien affirme que ses forces avaient essuyé des tirs qui provenaient du territoire turc. L'incident est le seul cas à ce jour de tirs syriens qui auraient atteint des gens en sol turc.

Le premier ministre turc Tayyip Erdogan a répondu à l'incident de la semaine dernière en soutenant qu'« un pays a des droits nés du droit international contre les violations de la frontière. L'OTAN a des responsabilités envers les frontières de la Turquie, conformément à

l'article 5. »

L'article 5 du traité de l'OTAN déclare qu'une attaque armée contre un membre de l'OTAN équivaut à une attaque contre tous les membres et qu'une réplique armée est donc permise dans ce contexte. Invoquer l'article 5 permettrait aux membres de l'OTAN d'entreprendre une action militaire contre la Syrie sans avoir recours à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, faisant fi ainsi des objections à une intervention armée de la Russie et la Chine.

À ce jour, il n'a été invoqué qu'une seule fois, à la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis qui sont devenues le prétexte pour la guerre contre l'Afghanistan.

Les responsables turcs ont dénoncé à plusieurs reprises la Syrie pour ne pas respecter les termes du cessez-le-feu de l'ONU, accusant Assad personnellement pour violations. « Le président syrien Bachar al-Assad cherche à gagner du temps. C'est la raison pour laquelle la Turquie ne croit pas à un cessez-le-feu dans le pays », a déclaré Erdogan.

Le premier ministre turc a tenu des discussions approfondies avec le président Barack Obama et le directeur de la CIA David Petraeus au début du mois. Il a déclaré aux journalistes que des études étaient « en cours » à propos de la création d'une zone tampon sur le territoire syrien et que « l'on peut appliquer le « droit à la protection », conformément aux règles internationales ».

Se servir d'un affrontement frontalier mineur pour déclarer la guerre serait difficile, mais l'incident pourrait être invoqué pour légitimer la mise en place d'une zone tampon par l'armée turque en territoire syrien. La nécessité de défendre une telle tête de pont fournirait une excuse pour le déploiement de la puissance aérienne de l'OTAN.

Des articles parus dans les médias turcs font état de préparatifs pour la mise en place d'une zone tampon : 500 militaires inspectent des zones près de la frontière pour déterminer des sites qui permettraient une incursion de 20 kilomètres en Syrie.

De nombreux articles ont décrit l'implication au sol des forces spéciales et de l'armée américaines dans l'opération, dont des troupes qui étaient précédemment postées en Irak. Des articles décrivent aussi que l'Arabie saoudite et le Qatar procèdent à la formation de milliers de combattants qui viendraient gonfler les rangs de l'ASL. L'administration Obama a accepté publiquement de faire un don de 12 millions de dollars à l'ASL.

Le capitaine Amar Wawi a dit à CNN cette semaine que l'ASL accumule des armes et que « nous nous préparons à la prochaine étape si la mission d'Annan échoue ». Le lieutenant Abdoullah Oda a affirmé qu'il était en Irak la semaine dernière pour négocier l'envoi d'armes, dont des missiles antichars, « dont nous avons stratégiquement besoin sur le terrain pour combattre les chars et les blindés ».

Dans un changement significatif de position politique, le Comité de coordination national syrien (NCB), ou Comité de coordination national des forces de changement démocratique, s'est prononcé pour la première fois en faveur d'une intervention armée des puissances occidentales. L'alliance de partis nationalistes et supposément de gauche s'était opposée au Conseil national syrien (CNS) sur cette question. Un porte-parole de l'alliance a dit à RIA Novosti que si le plan de paix de l'ONU échouait, le NCB demanderait d'abord le vote d'une

résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour permettre une « intervention humanitaire » en Syrie.

Washington a à maintes reprises présenté le cessez-le-feu comme étant une supercherie et appelle toujours à une intervention. L'ambassadrice américaine à l'ONU, Susan Rice, a affirmé que le régime Assad « ment à la communauté internationale et ment à son propre peuple ». Elle a ajouté que, « le plus grand menteur est Assad lui-même... Ses représentants ne font qu'exécuter ses ordres, et sont probablement l'objet de menaces personnelles sérieuses. »

En visant Assad personnellement de cette manière, l'objectif est d'encourager les transfuges dans la direction et ainsi procéder au changement de régime souhaité par les États-Unis. Une commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie a publié un rapport le 23 février qui accusait les forces syriennes de crimes contre l'humanité, car elles auraient commis des meurtres, des enlèvements et de la torture sous les ordres « des plus hauts échelons » de l'armée et du gouvernement. Une liste secrète de suspects a été remise à la Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Navi Pillay, qui a demandé l'intervention de la Cour pénale internationale (CPI).

L'émir du Qatar, Cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani, a profité d'une visite à Rome pour déclarer que l'on ne devait pas soutenir le peuple syrien pacifiquement, mais « avec des armes ». Le premier ministre italien Mario Monti a affirmé qu'il existait une « étroite collaboration » entre Rome et Doha sur la Syrie.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, a déclaré sans ambages qu'« il y a des gens qui veulent voir le plan de Kofi Annan échouer. ... Ils veulent y arriver en fournissant des armes à l'opposition syrienne et en encourageant l'activité des rebelles, qui attaquent toujours les établissements gouvernementaux... et les établissements civils quotidiennement. »

Il a demandé à ce que des pressions soient exercées contre l'opposition syrienne pour qu'elle respecte le plan d'Annan. Plutôt, il a dit que « des pays, des forces externes ... encouragent l'opposition syrienne à ne pas coopérer avec le gouvernement dans l'établissement d'un cessez-le-feu et de pourparlers. »

Des diplomates français se vantaient du fait que les sanctions occidentales sur la Syrie saignaient le pays à blanc. Un porte-parole a affirmé : « Nous ne disposons pas d'un instrument de mesure parfait pour nous indiquer quand le régime ne sera plus en mesure de fonctionner, mais nous assistons à une baisse extrêmement prononcée de ses réserves en devises étrangères : environ la moitié. »

« Avec la détérioration de l'économie se développe un contexte d'hyperinflation, de rapide effondrement de la monnaie et de chute dans les revenus. Cette pression se fera sentir tôt ou tard », a ajouté une autre source.

L'Union européenne se prépare à imposer une nouvelle série de sanctions après les discussions qui se tiendront à Paris.

Article original, [WSWS](#), paru le 19 avril 2012

Articles Par : [Chris Marsden](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca